

Keith Dixon

Université de Grenoble

LE TRAVAILLISME BLAIRISTE : DE LA "MODERNISATION" AU NEO-LIBERALISME

LA RECEPTION ACTUELLE DU PHENOMENE NEO-TRAVAILLISTE

Les élections britanniques de mai 1999, suivies un mois après par les élections européennes ont envoyé un message ambivalent au nouveau parti travailliste sous la direction d'Anthony Blair. Ce fut, en effet, sa première grande épreuve électorale, depuis la victoire écrasante sur les conservateurs le 1er mai 1997 ; une épreuve dont les néo-travaillistes ne sortirent pas complètement indemnes.

Aux élections générales de mai 1999, l'Ecosse et le Pays de Galles, bastions du travaillisme, réaffirmèrent leur soutien majoritaire au parti au pouvoir, malgré une montée non-négligeable des nationalistes, surtout en Ecosse. Au pays de Galles les travaillistes bénéficient désormais d'une majorité absolue dans leur nouvelle assemblée nationale ; en Ecosse les travaillistes seront contraints de partager l'exercice du pouvoir non-négligeable que leur confie le nouveau statut d'autonomie avec leurs alliés libéraux-démocrates. Le groupe dirigeant de *New Labour* pouvait à première vue s'estimer satisfait : deux ans au pouvoir n'avaient apparemment en rien entamé l'engouement électoral pour le parti rénové que dirige Blair, même en Ecosse pourtant réputée plus à gauche que le reste du Royaume Uni. Cette campagne électorale fut d'ailleurs l'occasion pour la direction blairiste de normaliser un parti travailliste écossais, jugé insuffisamment enthousiaste envers la nouvelle stratégie politique du parti. Donald Dewar, allié fidèle du groupe blairiste et aujourd'hui le nouveau premier ministre (*First Minister*) écossais, fut chargé de la tâche, et l'accomplit avec l'énergie morne qu'on lui connaît. Ainsi, les travaillistes écossais menèrent une campagne impeccablement blairiste : attaquant leurs adversaires nationalistes sur la question fiscale, et à l'instar du parti grand frère à Londres, promulguant la nouvelle doctrine économique néo-travailliste (prio-

rité de la lutte contre l'inflation, compression des dépenses publiques, baisse des impôts, privatisation partielle des services publics par le biais de la *Private Finance Initiative*) ainsi que le nouveau crédo sur le *Welfare* et sur la reconstruction de la "communauté" (dénonciation de la "culture de la dépendance" et du laxisme institutionnel envers les comportements anti-sociaux) contre un parti nationaliste qui défendait un programme social-démocrate traditionnel dans les domaines social et économique. Comme le souligna juste avant les élections le *New Statesman* (ancien journal de la gauche travailliste pourtant lui aussi très largement normalisé par la direction néo-travailliste) les néo-travaillistes écossais se battirent sur le programme de 1992 du parti...conservateur.

Vinrent ensuite les élections européennes et la défaite inattendue des néo-travaillistes (avec, il est vrai, un taux de participation électoral de 23%) par un parti conservateur pourtant affaibli par des années de lutte intestine, et dont le seul "atout" était un anti-européanisme aux accents xénophobes. Les conseillers en communication de la direction travailliste eurent beau expliquer cette défaite par la quasi-absence de Blair pendant la campagne électorale, à cause de son fort engagement dans la "résolution" de la crise au Kosovo, les premières interrogations sur l'apparente invincibilité politique du néo-travaillisme commencèrent à s'exprimer. Les effets désastreux de la déclaration commune de Blair et de Schröder (surtout pour ce dernier) vinrent confirmer la fin de l'état de grâce blairiste.

Du côté français, plus de deux ans après l'arrivée d'un nouveau premier ministre au 10 Downing Street, l'image d'Anthony Blair et du néo-travaillisme dont il se réclame reste encore très floue, malgré l'omniprésence de ce "modernisateur" auto-proclamé dans le discours médiatique. Les dix-huit ans de pouvoir sans partage des conservateurs ont très largement caché les évolutions

du parti travailliste britannique au grand public français ; l'accélération des changements à partir de 1994 sous la direction de Blair a fait l'objet de très peu d'analyses critiques¹.

Si nous manquons de bonnes bases critiques pour appréhender le phénomène néo-travailliste, par contre les analyses journalistiques et politiciennes abondent. On pourrait même avancer l'idée que l'interprétation française du phénomène a sans doute été largement brouillée par les ambiguïtés de sa réception politique dans l'hexagone, et par l'instrumentalisation du blairisme par des acteurs les plus divers sur la scène politique française. Comme on le sait, son élection fut accueillie favorablement en France à gauche comme à droite (Jospin et Madelin rivalisant d'enthousiasme). Si quelques voix critiques se sont élevées à gauche depuis pour dénoncer la longue série d'abandons et de compromissions du néo-travaillisme, les porte-parole officiels du parti frère français maintiennent une attitude de prudence qui parfois confine à la complicité. Même dans la toute dernière période, marquée par un certain refroidissement des relations entre socialistes français et néo-travaillistes, rares sont ceux dans la direction du parti socialiste qui critiquent ouvertement les "amis" néo-travaillistes².

Lorsqu'éclata la polémique publique en France autour de l'article de Pierre Bourdieu, "Pour une gauche de gauche", publié par *Le Monde* en avril 1998, le secrétaire national du parti socialiste, Alain Bergounioux vola au secours du *New Labour* sous direction blairiste. Ce dernier accusa Bourdieu d'oublier les "réalités" de la nouvelle politique britannique : "l'instauration d'un minimum

social national qui n'existait pas dans ce pays, un plan emploi-jeunes financé par la fiscalité, la priorité donnée à l'éducation". Il n'y a cependant, dans les propos de Bergounioux, aucune mention du niveau modeste du nouveau salaire minimum, pourtant l'objet de vives critiques de la part du mouvement syndical britannique, aucune mention du caractère musclé du "plan emploi-jeunes" assorti de menaces de retrait d'allocations pour ceux et celles qui refuseraient les (petits) boulots ou stages proposés, aucune mention de la campagne de dénigrement contre les "mauvais enseignants" menée par la direction travailliste, avec licenciement des fautifs à la clé. Plus récemment, sous la plume du premier ministre français, on continue de feindre l'ignorance, ou d'accorder le bénéfice du doute, sur les visées du néo-travaillisme et sur les réalités de son exercice du pouvoir. Ainsi, dans le premier numéro de la *Revue Socialiste*, nouvelle formule, d'avril 1999, Jospin évoque la "troisième voie" de Blair, Clinton et Prodi dans les termes suivants :

"Si la "troisième voie" se situe entre le communisme et le capitalisme, alors elle n'est qu'une nouvelle appellation du socialisme démocratique, ce qui ne veut pas dire qu'en France nous pensions à l'identique. Si, en revanche, elle veut s'intercaler entre la social-démocratie et le libéralisme, alors je ne la reprends pas à mon compte".

Or, il n'est qu'à lire les prises de position réitérées de Blair pour savoir que le premier terme de cette alternative n'a jamais été envisagé par le dirigeant néo-travailliste. La troisième voie, telle qu'elle est présentée par Anthony Giddens dans son livre de ce nom³, et plus encore dans l'interprétation blairiste, réitérée à maintes reprises dans ses discours publics⁴, rejette sans aucune ambiguïté ce que Blair appelle la vision "quasi-marxiste"

¹ Voir néanmoins l'excellent article de Philippe Marlière, "Le Blairisme, un "thatchérisme à visage humain"?", *Les Temps Modernes*, n°601, octobre-novembre, 1998.

² Voir, à cet égard, le texte extraordinairement défensif de Pierre Moscovici, ministre chargé des Affaires Européennes au sein du gouvernement Jospin, qui pointe timidement les "nuances - disons-le franchement, (les) divergences, sur certains points" entre les socialistes français et les "amis du SPD et du Labour Party" : "Schröder, Blair et nous", *Libération*, 11 juin 1999.

³ Anthony Giddens, *The Third Way, The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1998.

⁴ Voir la "traduction" française du livre de Blair, passablement remanié pour mieux correspondre au "goût" français, *La Nouvelle Grande Bretagne. Vers une société de partenaires*, Paris, Editions de l'Aube, 1996.

de la "vieille gauche" travailliste. Elle refuse tout aussi vigoureusement les principaux fondements de la social-démocratie européenne d'après-guerre : interventionnisme économique et social ; fiscalité redistributive ; défense hardie d'un Etat-providence ; reconnaissance du rôle positif des organisations syndicales ; critiques des injustices sociales générées par le capitalisme ; méfiance du libre jeu des mécanismes du marché.

Comme le rappelle le philosophe John Gray, transfuge du thatchérisme et aujourd'hui un des plus éminents propagandistes académiques de ladite "troisième voie" :

"Les sociaux-démocrates n'ont pas saisi que le thatchérisme était un projet de modernisation aux conséquences profondes et irréversibles (c'est nous qui soulignons) pour la vie politique en Grande Bretagne. La question ne saurait plus être désormais "comment sauver les restes de la social-démocratie des ruines du thatchérisme ? Mais plutôt, "quel est le successeur du thatchérisme ?""⁵

Pour Gray, ainsi pour le groupe autour de Blair, il ne s'agit plus de revenir à une stratégie social-démocrate, et encore moins à des positions socialistes, mais plutôt de construire sur le terrain déblayé (peut-être un peu trop) par la révolution néo-libérale. Tel est le sens de la "modernité" dans la démarche intellectuelle et politique du blairisme.

Cependant, avant de tenter de mieux caractériser la stratégie néo-travailliste et de mesurer son impact sur le plan national (britannique) et international (car nul ne peut ignorer les ambitions de *leadership* européen professées par le nouveau locataire de 10 Downing Street et mises en avant de manière ostentatoire depuis le début de la crise aux Balkans) je voudrais faire un bref rappel de l'évolution du travaillisme depuis un quart de siècle, évolution qui bien sûr ne peut pas être pensée séparément de la révolution thatchérienne.

LA PEDAGOGIE DES ECHECS SUCCESSIFS

Je prendrai comme idée de départ dans cette discussion que le nouveau travaillisme, dont on doit voir les prémisses dans les politiques menées par les prédécesseurs de Blair, Kinnock (1983-1992) et Smith (1992-1994), est né d'une double défaite. Défaite intellectuelle d'abord. Une longue série de défaites politiques et électorales ensuite.

J'ai tenté dans le petit livre que j'ai écrit sur les *think tanks* britanniques de pointer les principales étapes et les principaux acteurs dans la construction intellectuelle de l'hégémonie néo-libérale en Grande Bretagne à partir des années soixante-dix⁶. Je n'y reviendrai pas ici. Je souhaite simplement insister sur le caractère double de ce processus. La victoire intellectuelle du néo-libéralisme fut aussi un échec intellectuel de la gauche : c'est sans doute une vérité de La Palisse, mais elle peut être utilement rappelée. Il y eut, pendant les longues années de crise sociale et économique, une difficulté voire un refus, dans la mouvance travailliste, de reconnaître la profondeur des dysfonctionnements du mode de gestion keynésien (et *Fabiari*) de l'économie britannique. De ce fait, les conséquences de cette crise du keynésianisme furent plutôt subies. Il y eut parallèlement, une sous estimation chronique de la puissance et du potentiel de mobilisation populaire de la critique "thatchérienne" de la société britannique⁷. Les travaillistes ne purent ensuite qu'être ébahis par la popularité du thatchérisme (surtout dans le Sud du pays et dans cette partie de la population que les commentateurs médiatiques ainsi que les conseillers en marketing politique des néo-travaillistes appellent *Middle England*, qui englobent les couches moyennes salariées et les ouvriers qualifiés), frappés en quelque sorte d'immobilisme devant l'effet de "glamour" induit par la Dame de Fer.

⁵ John Gray, "Après la social-démocratie. Politique, capitalisme et vie commune", *Le Débat*, n°100, mai-août, 1998, p. 49.

⁶ Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Raisons d'Agir, Paris, 1998.

⁷ Keith Dixon, *op. cit.*

Contre le thatchérisme émergent des années soixante-dix, les tentatives de penser la crise venaient essentiellement de la gauche, travailliste et non-travailliste, mais d'une gauche qui, elle-même, souffrait à la fois de sa relative faiblesse théorique et de ses divisions multiples (divisions qui vont éclater au début des années quatre-vingt et lui être fatales).

On a effectivement tendance à oublier que la crise du keynésianisme et des modes de gestion sociaux-démocrates de la société britannique, qui se manifesta dès la fin des années soixante avec l'émergence de la *stagflation*, avait en fait engendré deux stratégies politiques alternatives (ou deux ensembles de stratégies alternatives), et non pas la seule stratégie néo-libérale et néo-conservatrice portée par le groupe restreint thatchérien au sein du parti conservateur qui marqua toute l'évolution ultérieure de la société britannique.

A gauche, dans le parti travailliste mais aussi à l'extérieur de ce parti, dans les syndicats mais surtout dans le mouvement des délégués d'atelier (*shop stewards' movement*) on proposait, dès le milieu des années soixante-dix, une stratégie socialiste, connue plus tard sous le sigle d'"A.E.S." (*Alternative Economic Strategy*) qui envisageait une sortie du capitalisme, et qui préconisait une politique radicale de nationalisation et de gestion ouvrière des grandes entreprises, une réorientation volontariste des échanges du Royaume Uni avec le reste du monde (retrait du Marché Commun et développement des accords avec les pays du Tiers Monde), ainsi que des réformes visant à déstabiliser les dominations de classe au sein du Royaume Uni (abolition de la monarchie et de la chambre des Lords ; abolition des *public schools*, lieux essentiels de la reproduction des élites britanniques, etc.). Des versions de cette stratégie furent défendues par des intellectuels, tels que Bob Rowthorn de l'Université de Cambridge, ou Stuart Holland, mais aussi par une partie de la gauche travailliste, dont le représentant le plus connu à

l'époque fut Tony Benn (Anthony Wedgwood Benn)⁸.

C'est cette stratégie radicale (mais aussi étaticiste et anti-européenne) qui divisa le travaillisme britannique à partir du milieu des années soixante-dix et c'est la consolidation de la gauche travailliste (politique et syndicale) autour de cette stratégie qui conduisit à l'élection de Michael Foot à la tête du parti dès 1980 et provoqua le départ très médiatisé du "gang des quatre" dirigeants de la droite travailliste, en 1981, pour fonder le nouveau parti social démocrate, centriste et pro-européen. Les succès combinés de ce nouveau parti (qui très rapidement rivalisa avec le parti travailliste dans les sondages) et du thatchérisme influencèrent fortement l'évolution du parti travailliste : le moment de rupture avec l'évolution à gauche se situe en 1983.

Aux élections législatives de cette année, précédant de peu la Guerre des Malouines, les conservateurs furent triomphalement réélus et le parti travailliste, sous la direction brouillonne de Foot, subit sa plus grande défaite depuis 1910. Avec seulement 27,6% des voix le parti travailliste fut talonné aux élections législatives de 1983 par les deux partis centristes, qui totalisèrent 25,4%, et bien des observateurs évoquèrent la possibilité, sinon la probabilité d'une éclipse historique du travaillisme. Ce fut le début d'une longue introspection collective déjà préfigurée dans l'intervention influente d'Eric Hobsbawm en 1979 publiée par la revue *Marxism Today*, intitulée *The Forward March of Labour Halted ?* : Hobsbawm y défendait l'idée que la base sociale et politique sur laquelle le travaillisme britannique avait été bâtie — une classe ouvrière industrielle fortement syndiquée et imbue d'une culture distincte — avait été définitivement érodée par l'évolution de la société britannique d'après-guerre. L'historien marxiste, grand défenseur par ailleurs de la stratégie du front populaire, préconisa une réorientation stratégique de la démarche politique des

⁸ Voir Stuart Hall, "The Great Moving Right Show" dans S. Hall et M. Jacques (dir.), *The Politics of Thatcherism*, Lawrence and Wishart, Londres, 1983, pp. 19-39.

travailleuses et une ouverture résolue envers les "nouveaux mouvements sociaux".

Force fut de constater, néanmoins, au début du deuxième mandat de Thatcher, que les travailleuses étaient en très mauvaise posture. La stratégie alternative préconisée par la gauche travailliste (qui fournit la base du programme électoral de 1983), critiquée non seulement par les adversaires social-démocrate et conservateur du parti mais aussi par la quasi-totalité d'une presse gagnée aux idées néo-libérales, n'avait même pas réussi à fidéliser l'électorat traditionnel du parti ; l'image du parti était en ruines (ce sera le travail, à partir de 1985, de Peter Mandelson⁹ de "reconstruire cette image) ; la mobilisation thatcherienne contre les traditionnels alliés du travaillisme, le mouvement syndical, n'avait donné lieu à aucune grande contre-mobilisation (la longue grève des mineurs de 1984-1985 menée par le *National Union of Mineworkers*, dans des conditions qui prêtent largement à discussion, marqua la fin définitive de la résistance syndicale à leur propre mise en quarantaine).

LA "MODERNISATION" DU TRAVAILLISME

Anthony Blair fit son entrée au parlement britannique lors de la défaite historique de 1983, et s'identifia rapidement à ceux que l'on va appeler plus tard les "modernisateurs" du parti. Dans un premier temps, la "modernisation" menée par le nouveau dirigeant, Neil Kinnock, fut soutenue sinon impulsée par la gauche du parti (cette gauche dite "molle" — *soft Left* — qui avait achevé sa rupture avec les traditionalistes d'obé-

dience trotskiste — cf. le groupe ultra-dogmatique, *Militant*, qui dirigea la municipalité de Liverpool à partir de 1983 — ainsi qu'avec d'autres courants de la *hard Left* représentés, entre autres, par Tony Benn dans la direction nationale du parti, ou par Arthur Scargill du *National Union of Mineworkers*). Le rôle, par exemple, pendant cette période de la revue "eurocommuniste" du Parti communiste de la Grande Bretagne, *Marxism Today*, sous la direction de Martin Jacques et avec la collaboration d'intellectuels de renom tels Hobsbawm, Raymond Williams ou Stuart Hall, fut considérable, et sans commune mesure avec le statut marginal des communistes britanniques et sans souffrir de son extériorité par rapport au travaillisme officiel. Il s'agissait, selon ces réformateurs de gauche, d'amener le travaillisme — aile politique et aile syndicale confondues — à rompre avec de vieilles pratiques, fortement ancrées, qui rendaient l'ouverture perçue comme nécessaire envers les nouveaux mouvements sociaux d'autant plus malaisée, et à penser pour la première fois en termes gramsciens de stratégie hégémonique. Ils préconisaient une alliance "arc-en-ciel" capable de porter une nouvelle majorité de gauche au pouvoir et surtout de contrer le bloc historique qui s'était consolidé autour de la stratégie thatcherienne. La vieille garde travailliste, souvent adepte de la rhétorique ouvriériste et assez réticente à mettre en avant les questions dites "de société", ainsi que les entristes trotskistes vigoureusement opposés au multi-culturalisme de la gauche "molle", furent à l'époque perçues comme autant d'obstacles au renouveau souhaité par cette gauche modernisatrice.

Mais dès le départ, il y eut plus qu'une ambiguïté autour de la notion même de modernisation. En parallèle au débat sur le réalignement politique et la recherche de nouveaux alliés dans le mouvement social (thèmes que l'on trouvera plus tard mobilisés dans les écrits de Giddens, par exemple dans *Beyond Left and Right*, et de Blair *contre la gauche*) se menait une réflexion sur la stratégie sociale et économique du parti. La première phase de cette réflexion (surtout sous Kinnock) peut être pensée en termes défensifs : les travailleuses *subissaient* les as-

9 Peter Mandelson fut responsable de la "stratégie de communication" du parti travailliste de 1985 à 1989. Nommé par Blair dans son premier gouvernement, il est généralement considéré comme l'éminence grise de celui-ci. Il fut contraint à la démission en février 1999 à la suite du scandale de son "emprunt" non-déclaré de £373,000 (3,730,000 francs) auprès d'un industriel néo-travailleuse, pour l'achat d'une maison. C'est Mandelson, qui s'occupa, du côté britannique, de la rédaction de la fameuse plate-forme commune Blair-Schröder en vue des élections européennes de juin 1999.

sauts du néo-libéralisme britannique (privatisation, dérégulation, criminalisation des actions collectives, surtout syndicales ; mais aussi, éloge de l'individualisme, des gagnants, de la recherche du profit) et infléchissaient leurs ambitions politiques en fonction de défaites politiques et électorales successives (échecs aux législatives de 1987 et de 1992). Parmi ces défaites, il ne faudrait pas oublier les reniements et les revirements du socialisme mitterrandien, qui avait soulevé bien des espoirs en Grande Bretagne au début des années quatre-vingt, mais qui fonctionna, à partir du milieu de la décennie comme une espèce de pédagogie de l'échec. C'est la phase de l'acceptation progressive et "honteuse" du nouveau sens commun économique et social qui se traduit par l'abandon des promesses de renationalisation, le silence sur les lois anti-syndicales, les protestations de plus en plus creuses contre la flexibilisation du marché du travail, ainsi par l'évacuation progressive du programme travailliste de tout ce qui faisait mal dans les sondages (affirmation trop prononcée en faveur d'une fiscalité redistributive ; proximité trop explicite avec les positions syndicales etc.)¹⁰ -

La deuxième phase, qui va déboucher sur le "blairisme" débute avec la mise en place par John Smith en 1992 d'une commission de réflexion stratégique "indépendante" (*Commission for Social Justice*) sous l'égide du *think tank* "modernisateur", *l'Institute of Public Policy Research* (qui n'a jamais caché son ambition de réconcilier le travaillisme avec le marché - ambition, aux dires de son directeur, John Cornforth, aujourd'hui assouvie au-delà de toute espérance). La commission avait pour mandat de repenser l'ensemble de la stratégie travailliste dans les conditions d'aujourd'hui. Un des principaux animateurs de la commission fut David Miliband, qui se trouvera plus tard parmi les plus proches conseillers personnels de Blair. La commission rendit ses travaux en 1994, et Blair y puisera (ainsi que dans les écrits de Giddens) une bonne partie de l'inspiration de la nouvelle ligne. Il s'agit en fait désor-

mais de rompre avec l'acceptation "défensive" et passive de l'évolution néo-libérale de la société britannique et d'épouser plus affirmativement ses aspects les plus "positifs", tout en mobilisant une rhétorique qui permet de bien différencier les travaillistes de leurs "adversaires" conservateurs.

Blair va en effet expérimenter dans ce domaine, et il y aura des flottements dans le choix d'un vocabulaire nouveau : néanmoins, les notions de partenariat (*partnership*) pour décrire la nouvelle vision travailliste de la fin de la lutte des classes dans l'industrie, la notion de "communauté" (*community*) qui va permettre à Blair de développer sa vision très personnelle à la fois musclée et moraliste de la vie sociale, la notion de "*one nation*" (empruntée au pauvre Benjamin Disraeli, dirigeant conservateur de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et qui a assurément été mis à toutes les sauces politiques imaginables) utilisée pour marquer le caractère intrinsèquement harmonieux de la nation britannique, et enfin celle de la troisième voie ("*third way*") pour en finir avec la droite et la gauche (mais surtout avec la gauche). Autant de "notions" qui seront mobilisées pour marquer une distance rhétorique entre les néo-travaillistes et les conservateurs, au moment même où, sur le fond, les rapprochements sont de plus en plus significatifs.

Fustigeant les "vieilles" divisions et les "vieilles" idéologies de gauche et de droite (dans un balancement "ni-ni" qui devrait être familier aux français) Blair reprend donc à son compte les "réussites" du néo-libéralisme thatcherien et reaganien. Ainsi dans un discours prononcé en Australie en juillet 1995, il va lancer un thème sur lequel il reviendra avec insistance dans les années à venir. Le leadership exercé au milieu des années quatre-vingt par Thatcher et Reagan aurait, selon lui, "*(...) réussi certaines choses : un plus grand intérêt pour l'entreprise ; le fait de récompenser plutôt que de punir le succès ; la destruction de certains groupes d'intérêts qui avaient partie liée avec la bureaucratie d'état*"¹¹

¹⁰ Pour une discussion de l'ensemble des ces infléchissements stratégiques, voir Crowley, *op. cit.*, pp. 49-115.

¹¹ Anthony Blair dans un discours aux cadres de l'organisation de Rupert Murdoch, *Newscorps*, en Australie, juillet 1995, reproduit dans *New Bri-*

Le glissement blairiste sera rapide et clairement balisé vers l'acceptation sans état d'âme du cadre économique et social hérité des conservateurs : dans ces deux domaines, il s'agira de plus en plus de démontrer que les travaillistes seront plus efficaces que leurs adversaires conservateurs (empêtrés, pendant les deux dernières années de l'administration Major, dans leurs divisions internes et submergés par les affaires de moeurs de leurs dirigeants, auxquelles Major s'avèrera incapable de mettre fin). Plus efficaces donc dans la préservation des acquis de la révolution néo-libérale. Tout cela, bien sûr, avec les yeux rivés sur les fameux "focus groups", groupes échantillons composés de citoyens représentatifs de la *Middle England* tant choyée par les stratèges néo-travaillistes qui vont servir de cobayes à toute nouvelle proposition politique, tout infléchissement de ligne quel que soit son importance, de la direction travailliste ("Fuck Middle England" pouvait-on lire récemment sur une banderole de l'extrême gauche londonienne).

Deux citations pré-électorales de Blair, parmi beaucoup d'autres, sur la "nouvelle" politique économique des travaillistes serviront à éclairer mon propos :

- sur la fiscalité dans une économie mondialisée.

*"Le mouvement d'intégration croissante de l'économie mondiale — où les capitaux, et à un moindre degré les emplois, se déplacent plus librement— implique qu'il n'est plus possible pour la Grande Bretagne de soutenir des déficits budgétaires ou des régimes d'impôts en anachronisme flagrant avec les autres pays industrialisés. Une de nos exigences sera de créer une ambiance fiscale suffisamment séduisante pour attirer au Royaume-Uni des entrepreneurs étrangers (...) Personne ne veut revenir à une fiscalité punitive "*¹²

tain, My vision of a young country, Fourth Estate, Londres, 1996, p. 206, non-reproduit dans la version française.

12 Anthony Blair, conférence devant la City de Londres (*Mes lectures*) en 1995, reproduite dans *La Nouvelle Grande Bretagne*, *op. cit.*, p. 73. Nous avons préféré notre propre traduction de la dernière phrase à la version officielle française très édulcorée : "Il ne viendrait à l'idée d'aucune équipe gouvernementale sérieuse de vanter les

- sur le rôle de l'Etat dans l'économie de marché.

*"Notre rôle n'est pas (...) de choisir les compétiteurs, mais de créer une structure compétitive à l'intérieur de laquelle les entreprises puissent se faire librement concurrence "*¹³

VERS LA SOCIÉTÉ DE MARCHÉ

Le programme électoral des néo-travaillistes pour le scrutin du 1er Mai 1997 (respect de la fiscalité conservatrice pendant au moins deux ans ; stricte contrôle sur les dépenses publiques ; refus de s'engager sur la législation anti-syndicale) et leurs actes au pouvoir depuis deux ans (octroi de l'indépendance à la Banque d'Angleterre ; prosélytisme au delà des frontières britanniques sur les bienfaits de la flexibilité du marché du travail ; refus d'accéder aux demandes syndicales d'un salaire minimum autre que symbolique et d'une intégration des moins de 21 ans dans le dispositif général ; prolongement du "gel" de la politique fiscale calée sur celle héritée des conservateurs jusqu'à la fin du premier mandat ; plus récemment, refus d'accéder aux demandes du groupe parlementaire libéral démocrate d'augmentation significative du financement du système de santé publique et attaques répétées contre la "démagogie" des nationalistes écossais qui souhaiteraient développer une politique hardie de soutien des services publics dans leur pays et qui se targuent du soutien de l'électorat pour ce faire) sont autant d'illustrations limpides de cette nouvelle phase de promotion sans complexes d'une vision de marché. La distinction que l'on se plaît à reproduire aujourd'hui, en Grande Bretagne comme en France, entre l'*économie* de marché ("on est pour") et la *société* de marché ("on est contre"), qui est censée être le dénominateur commun entre socialistes français et néo-travaillistes, et la ligne jaune que les néo-travaillistes ne traverseront jamais n'est — faut-il le souligner ? — qu'un leurre intellectuel.

mérites d'un système d'imposition pénalisant" ("no one wants a return to penal taxation")

13 *La Nouvelle Grande Bretagne*, *op. cit.*, p. 91

Au Royaume Uni, depuis l'accession des néo-travaillistes au pouvoir, la pensée de marché imprègne les domaines les plus divers, bien au-delà de l'économie à strictement parler. Comment expliquer sinon cette insistance sur la "saine concurrence" dans le domaine éducatif, entre enseignants et entre écoles (avec rémunération spéciale pour les "super-profs"), ou le maintien d'un système de santé à deux vitesses, dans lequel ceux et celles qui peuvent payer continuent d'être soignés mieux et beaucoup plus rapidement que ceux et celles qui peuvent payer moins (les travaillistes se sont engagés à "réduire les listes d'attente" dans les hôpitaux publics, mais pas nécessairement la durée d'attente pour certaines opérations) ; un système qui tend à transformer la santé publique en "filet de sûreté" médical pour les plus pauvres ? Le maintien sinon le renforcement du mécanisme de privatisation rampante de ce qui reste de la santé publique britannique par le biais de la *Private Finance Initiative* (qui permet d'accorder non seulement la construction mais aussi la propriété future des hôpitaux "publics" à des entreprises privées), introduite par les conservateurs et développée depuis par les néo-travaillistes, est un exemple parmi d'autres de la progression de la *société* de marché en Grande Bretagne.

NEW LABOUR ET LES REALITES POST-THATCHERIENNES

Dans la version officielle de *New Labour*, cette image *clean* et soignée que les chargés de communication souhaitent donner du parti, le blairisme ou la "troisième voie" serait une synthèse inédite entre les valeurs éternelles du travaillisme britannique perdues de vue après des années de dogmatisme marxisant et d'avant-gardisme élitiste et la reconnaissance des nouvelles réalités incontournables du monde contemporain, en partie façonnée dans l'espace britannique par un thatchérisme trop facilement démonisé par une gauche dogmatique. Pour étayer la thèse de la nouveauté dans la continuation Blair évoque souvent sa vision empruntée au "socialisme (mot qu'il n'aime guère) éthique (mot qu'il met à toutes les sauces)" ou au

christianisme social (ainsi ses références au philosophe écossais, MacMurray).

C'est vrai que par rapport au discours thatchérien (ou hayekien si vous préférez), le blairisme marque d'évidents infléchissements. Je défendrai cependant ici le point de vue que ces infléchissements n'ont pas grand chose à voir avec ladite "tradition travailliste". Pour le groupe autour de Blair, celle-ci est morte et enterrée : s'il faut la mobiliser, et il sera peut-être encore nécessaire de le faire, c'est surtout pour ne pas perdre le soutien de cette masse d'électeurs "paléo-travaillistes" qui tardent à entrer dans la modernité.

Pour comprendre les infléchissements, de discours et de pratique, que je viens d'évoquer — une insistance nouvelle sur la communauté et sur un état providence "rénové", la mise en avant de la rhétorique de la modernisation dans le domaine que les britanniques considèrent comme constitutionnel — il faut, me semble-t-il tenir compte de deux formes de *dislocation*, potentielles ou déjà effectives qui guettent la société britannique dans le sillage de la révolution néolibérale. Celles-ci sont d'ailleurs très bien comprises et analysées par les penseurs du courant néo-conservateur, représenté par John Gray, Roger Scruton (ou Ferdinand Mount), qui s'est toujours méfié de l'économisme des néo-libéraux dogmatiques. Loin de représenter une quelconque façon de renouer avec la tradition travailliste (comme le prétend Blair) les nouveaux éléments du discours néo-travailliste, à première vue très différents du discours thatchérien avec leur insistance sur la *communauté* et la *société* (notions que Thatcher ne prisait guère), sont une tentative de répondre aux dangers de dislocation à la fois "nationale", représentée par la montée des nationalismes (c'est le sens profond du programme de réformes constitutionnelles de Blair — sacrifier la forme pour sauver le fond — *id est* l'union britannique), et "sociale", représentée par la situation maintes fois constatée dans les *inner cities* induite par un chômage de masse et une exclusion de plus en plus organisée d'une partie de la population.

New Labour est venue au pouvoir en courtisant cette *Middle England* que Giddens, sans doute à bon escient voit comme étant habitée par un sentiment diffus d'insécurité (ranchon inévitable de cette globalisation des économies dont nous tirons tous les bénéfices, répond Blair). Il n'en reste pas moins qu'en dehors du sentiment d'insécurité provoquée par la crainte des classes dangereuses (sentiment qui trouve sa confirmation dans des productions culturelles telles que le film à succès, *Trainspotting*) le néolibéralisme déferlant des années quatre-vingt a augmenté l'insécurité *réelle* des classes moyennes, en généralisant la flexibilité et en combattant toutes ces rentes de situation censées être caractéristiques d'une société immobile. Qui plus est, dans le domaine très particulier de l'immobilier, les achats spéculatifs de centaines de milliers de familles pendant la période de boom immobilier se sont soldés par un endettement massif des mêmes familles lorsque la bulle spéculative éclata. Crainte de perdre son emploi dans la nouvelle économie flexibilisée ; crainte de perdre sa maison lorsque le chômage sape un équilibre financier déjà très précaire.

Blair, avec sa rhétorique renouée sur les droits et les devoirs (il promet de "prendre des mesures rigoureuses pour s'assurer que les chances offertes sont effectivement acceptées"), sur la loi et l'ordre ("*New Labour* est le parti de la loi et de l'ordre et c'est très bien ainsi" annonça le programme électoral travailliste en 1997) sur la centralité de la famille dans la construction d'un ordre social stable, s'adresse très habilement à ceux et celles qui en sont revenus de la version trop messianique, trop *révolutionnaire*, du néolibéralisme thatcherien. Il s'agit de calmer le jeu : économie de marché d'accord, mais débarrassée des excès de la période précédente ; retrait de l'Etat d'accord, mais uniquement dans le domaine de la production des biens et des services, avec le retour d'un Etat fort et disciplinaire et imbu d'une mission toute chrétienne pour mettre au pas les pauvres récalcitrants (cet "air punitif" qui, selon Loïc Wacquant, nous arrive de l'Amé-

rique, mais qui a déjà ses supporters zélés à la tête du New Labour)¹⁴.

Ainsi à un double titre, on peut concevoir le blairisme comme héritier de la révolutionnéo-libérale. D'un point de vue doctrinal, Blair a mené au bout la conversion de son parti aux dogmes fondamentaux du sens commun hayekien, à tel point d'ailleurs que les anciens centristes du parti libéral-démocrate ou les nationalistes écossais se trouvent soudain projetés sur la *gauche* du travaillisme et le parti conservateur a du mal à trouver ses marques tant son programme et ses idées ont été pillés par les blairistes. Mais l'équipe de Blair est aussi héritière d'une situation sociale qui est porteuse de tous les dangers : un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et 40% (selon les estimations du rédacteur en chef de *The Observer*, Will Hutton)¹⁵ vivent dans la précarité. L'on a vu, lors des émeutes de 1990 contre la "poil tax" thatcherienne que la société britannique est loin d'avoir été pacifiée par le long règne de l'autoritarisme conservateur et recèle encore un formidable (et incontrôlable) potentiel de résistance. Sans doute la nouvelle "politique sociale" des néo-travaillistes a été conçue avec cela à l'esprit. La rhétorique musclée de Blair, son appel au sens de "la communauté" parmi les pauvres, ses menaces à peine dissimulées de représailles contre ceux et celles qui ne méritent pas la "charité d'Etat (pour reprendre l'expression d'un de ses lieutenants), sont là certes pour rassurer les couches moyennes, qui avaient déserté en fin de période un parti conservateur qui ne maîtrisait plus les effets sur l'ensemble de la société britannique de la "libération" des mécanismes du marché. Elle constitue aussi et surtout un avertissement aux dominés de la société britannique, tentés de nouveau de reprendre leurs affaires en main, que l'Etat blairiste veille.

¹⁴ Voir Loïc Wacquant, "Ce vent punitif qui nous vient d'Amérique", *Le Monde Diplomatique*, avril 1999.

¹⁵ Will Hutton, *The State We're In*, Jonathan Cape, Londres, 1995. Voir aussi Will Hutton, "The state we should be in" dans le numéro spécial de *Marxism Today* (ressuscité) sur le blairisme, novembre-décembre 1998.